

## Au Venezuela, la seconde épidémie : celle des dépressions

PAR ALICE CAMPAIGNOLLE  
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 7 MARS 2022



Dans le quartier El Hatillo à Caracas, en 2021. © Photo Matias Delacroix AP/via Sipa

La crise vénézuélienne, débutée en 2014, a entraîné un appauvrissement de la population et une fuite de plusieurs millions d'habitants. Mais elle a aussi des effets psychologiques. Le taux de suicide n'a jamais été aussi élevé au Venezuela.

**Caracas (Venezuela).**— Ils et elles sont une quinzaine, réuni-es dans le jardin d'une maison de campagne aux allures de chalet, sur les hauteurs de Caracas. Malgré les rires et les embrassades, ces personnes en ont gros sur le cœur. Leur point commun ? Elles sont toutes journalistes, profession difficile au Venezuela.

L'un a été agressé en couvrant une manifestation, l'autre arrêtée plusieurs heures par les services de renseignement. Beaucoup écrivent pour des sites internet bloqués dans leur propre pays. Alors ils et elles se retrouvent autour de la psychologue Yorelis Acosta pour «vider leur sac» et apprendre quelques astuces pour se maintenir à flot.

« Pas de portable dans la chambre à coucher. Vos soucis professionnels ne doivent pas polluer votre sommeil, lance-t-elle du centre du cercle. Je sais que

*c'est dur de s'arrêter, mais faites des activités qui n'ont rien à voir avec le travail, comme écouter de la musique ou faire du sport.»*



Dans le quartier El Hatillo à Caracas, en 2021. © Photo Matias Delacroix AP/via Sipa

Ces journalistes lèvent d'autant moins le pied qu'ils et elles sont parfois obligé-es de cumuler deux emplois, tant leurs revenus sont bas: le salaire moyen du secteur privé au Venezuela se monte à 70dollars par mois, pour un panier des ménages à 250dollars. Car au-delà des barrières à la liberté d'expression, les journalistes vivent aussi les tracas du quotidien de l'ensemble de leurs compatriotes, la difficulté à joindre les deux bouts, les transports publics défaillants, etc.

« On travaille comme des fous pour "vivre à moitié", comme on dit. On arrive à couvrir nos besoins de base et c'est tout, je ne parle pas de vêtements ou de chaussures, explique Yira Yoyotte, qui a été journaliste de presse écrite et a travaillé au service de presse du Parlement jusqu'en 2016. Les coupures d'électricité, ici, sont courantes. Quand tu travailles à la maison mais que tu n'as plus Internet, qu'est-ce que tu fais? Eh bien, tu travailles après minuit car c'est à ce moment-là que le service fonctionne le mieux, les voisins n'étant pas connectés», ajoute-t-elle.

Des galères de l'Internet aux collectes de fonds pour se payer un médicament, chacun-e y va de son histoire. «Pour moi, la santé mentale est synonyme de tranquillité. Qui, aujourd'hui, au Venezuela, peut dire qu'il est tranquille? Qui n'a aucune préoccupation en allant se coucher? Qui se lève tranquille? Personne. Dès le lever, c'est plutôt: "Comment vais-je aller au travail, qu'est-ce que je vais manger aujourd'hui?"», explique Yorelis Acosta, qui, elle aussi, vit les difficultés du quotidien.

Le jour où on la rencontre, elle a décidé de laisser désormais la voiture au garage, car la semaine précédente, son fils a dû faire la queue à la station essence dès 4 heures du matin, pour être ensuite relevé par son père. En tant que professeure d'université, elle touche 10 dollars par mois. Sans son mari, dont le pressing fonctionne bien, elle n'aurait pas de quoi vivre.

Yorelis Acosta

Le constat est alarmant, dit-elle, les Vénézuéliens ont la crise en tête sans arrêt: *«Il y a des gens qui me disent: "J'ai rêvé que je faisais la queue au supermarché." Vous imaginez? En rêve, on peut aller à Paris ou sur une plage des Caraïbes, mais non, les gens rêvent des pénuries.»*

Le pire, ce sont les jeunes : *«Notre génération a vécu la prospérité, donc oui, c'est dur de s'appauvrir, de voir ses économies fondre comme neige au soleil. Mais ce qui m'inquiète le plus, ce sont les jeunes. Eux, ils n'ont vécu que la crise, et ils vont mal. Les pensées suicidaires sont très fréquentes parmi les jeunes générations.»* Difficile de se projeter dans un pays où il est impossible de savoir si la situation va s'améliorer: *«Ici, il n'y a plus l'occasion de rêver»*, explique Yorelis Acosta.

Cet horizon obscur se reflète dans les chiffres d'une **étude** d'octobre 2021 de l'Observatoire vénézuélien de la violence. Selon cette publication, les chiffres du suicide n'ont jamais été aussi élevés dans le pays. En 2018, le Venezuela a atteint le triste record de 9,3 suicides pour 100 000 habitant-es, alors que depuis 1936, le pays n'avait jamais dépassé les 7 suicides pour 100 000 habitant-es. Entre 2015 et 2018, au plus fort de la crise, le taux de personnes mettant fin à leurs jours a augmenté de 145%.

Pour comparaison, le taux de suicide en France est de 13,2 pour 100 000 habitant-es, l'un des taux les plus élevés des pays européens de développement comparable. Si le suicide est toujours multifactoriel, la situation dégradée du pays est l'une des causes que les chercheur-es et les professionnel·les mettent en avant.

Au cœur de la ville de Mérida, dans les Andes vénézuéliennes, l'aqueduc Campo Elías a longtemps été le lieu où l'on se donnait la mort, 70 mètres plus bas. Mérida et sa région ont les taux de suicide les plus élevés du pays, jusqu'à 25,4 pour 100 000 habitants en 2018. Sur l'aqueduc, des barrières de protection ont été installées, mais les chiffres n'ont pas changé, on se suicide toujours plus à Mérida qu'ailleurs dans le pays.

À quelques kilomètres de là, chez l'un des auteurs de l'étude, qui préfère que son nom soit tenu secret, on évoque des hypothèses: *«Pour ce qui est de la ville de Mérida, l'hypothèse de la perte de vitesse de son université est celle que nous privilégions. L'Universidad de Los Andes a 236 ans et elle était reconnue dans le monde entier, mais aujourd'hui, elle souffre d'une désertion des étudiants, mais aussi des professeurs et des personnels administratifs.»*

Les campus de la ville universitaire font en effet peine à voir tant ils sont désolés. Pas de voitures sur les parkings où poussent les mauvaises herbes, grilles cadenassées, bâtiments décatés et à peine quelques personnes qui errent dans les couloirs. *«Il n'y a plus cette idée qu'étudier permettra de "devenir quelqu'un". Plus de désir de devenir médecin pour aider son pays, par exemple. Les étudiants choisissent plutôt d'aller travailler, c'est une question de survie»*, se lamente le chercheur.

Les professeur-es n'ont plus d'étudiant-es, et quasiment plus de revenus, les étudiant-es n'ont plus de professeur-es. Et parfois plus de camarades non plus. **Dans une autre étude sur le suicide**, plus ancienne, centrée sur Mérida, l'un des entretiens évoque tout particulièrement le problème de l'émigration.

Lucia était une brillante étudiante de 23 ans. Rien ne laissait penser qu'elle pourrait mettre fin à ses jours, selon ses parents. À part, peut-être, son cercle social qui se réduit drastiquement, ses camarades quittant le pays un par un. Et huit mois avant le geste fatal, sa relation avec son petit ami se termine, car lui aussi décide de partir.

Ils seraient entre 5 et 6 millions de personnes à avoir émigré depuis 2015. Minerva Zabala est vénézuélienne, psychologue, et exerce en Île-de-France. Elle fait partie du réseau **Psicodiáspora**, qui s'engage à aider psychologiquement les migrant-es vénézuélien-nes partout dans le monde, du Brésil à l'Australie, en passant par la Belgique.

Car si la vie n'est pas toujours facile à l'intérieur des frontières, elle ne l'est pas non plus à l'étranger. «*Depuis 2015, la migration est désespérée, ce n'est*

*plus une migration organisée, où l'on prend le temps de terminer ses études, d'apprendre la langue, etc. Ce que j'ai eu la chance de faire, moi, quand je suis venue en France. Désormais, les gens quittent le Venezuela précipitamment et c'est très anxiogène*», raconte-t-elle.

Les patient-es de Minerva Zabala souffrent d'anxiété, d'attaques de panique, d'épisodes dépressifs. «*Partir ou rester, dans les deux cas, c'est courageux, car aucune des situations n'est facile.*»

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.